

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Gestion des emplois : le Club Capital Humain en réflexion

MSM

Libreville/Gabon

FORUM interactif promouvant l'excellence dans le dispositif de conduite des hommes et des femmes au sein des entreprises gabonaises, le Club Capital Humain (CCH) de la Fédération des entreprises du Gabon

(FEG) a tenu, vendredi dernier au Radisson Blu de Libreville, sa deuxième réunion de réflexion.

Animée conjointement par Henri-Claude Oyima, président de la FEG et P-DG du Groupe BGFIBank, et par Stéphane Bassene, vice-président de la FEG, chargé des industries extractives et par ailleurs directeur général de TotalEnergies EP, cette rencontre

était axée sur "La gestion prévisionnelle des emplois et compétences" et le "Sens du travail". Pour Henri-Claude Oyima, "ces thèmes ont permis d'édifier les managers qui sont en charge de la gestion de nos ressources humaines dans les entreprises au quotidien, sur les outils, mécanismes et méthodes. Mais également et surtout sur l'organisation à mettre en place pour que nos travailleurs puissent évoluer dans un cadre professionnel propice et heureux au travail afin que cela renforce la profitabilité de nos entreprises."

Le président de la FEG a ensuite expliqué que le travail constitue avec le capital humain, les deux facteurs de production dont les entreprises ont besoin. "Il est important pour les entreprises d'avoir des collaborateurs de bons



Photo: SNN

Une vue des participants lors des travaux

niveaux, bien formés, qui comprennent la stratégie, parce que l'entreprise est là pour créer de la richesse, gérer la prospérité et renforcer les fonds propres qui ont été mis à sa disposition", a souligné Henri-Claude Oyima. Pour Stéphane Bassene, les outils

partagés aux managers sont d'un appui précieux dans la conduite du changement en matière de gestion du capital humain au sein des entreprises. C'est d'ailleurs à ce titre que son exposé s'est focalisé sur une "approche de partage" basée sur le vécu des entreprises.

Infrastructures routières: le président de la BAD bientôt dans nos murs

G.R.M

Libreville/Gabon

LE président du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, est attendu dans la capitale gabonaise, à partir du 20 novembre prochain. Et ce, pour une visite qui devait permettre d'approfondir les discussions sur le financement des infrastructures routières.

En perspective de cette importante visite, le ministre en charge des Travaux publics, Toussaint Nkouma Emame, a eu, dernièrement, une importante séance de travail avec le directeur général du Bureau régional de développement et de prestation de services du groupe de la BAD pour l'Afrique centrale, Serge-Marie N'Guessan. Les deux hommes ont, à cette occasion, longuement évoqué la coopération entre le Gabon et la BAD dans le domaine générique des infrastructures de transport. Intervenant dans un certain nombre de projets routiers dans notre pays, le représentant de l'institution financière continentale s'est voulu rassurant quant aux excellentes relations entre les deux parties. Surtout après avoir été édifié sur la vision du chef de l'État et du gouvernement dans le domaine.

Une vision qui, selon Serge-Marie N'Guessan, s'accorde avec les objectifs de la BAD, pionnière dans le financement des infrastructures routières au Gabon. "Le groupe de la BAD réitère son engagement à accompagner le Gabon dans le



Photo: G.R.M

La délégation de la BAD hôte du ministre des Travaux publics

financement des infrastructures", a-t-il déclaré. Non sans insister, avec son hôte, sur la programmation et la planification des grands projets structurants. Parmi lesquels le programme d'appui au secteur des infrastructures du Gabon (Pasig) dont l'actuel ministre des Travaux publics était le coordonnateur jusqu'à sa nomination. La BAD y intervient en ce moment au travers du financement des études de 1 000 km de routes, tant à Libreville qu'à l'intérieur du pays. La route Ndendé-Doussala en direction du Congo, entre autres. Il y a également le projet de la Transgabonaise pour lequel l'institution financière est disposée à apporter des financements. Cela, en considération du rôle majeur que cette voie est appelée à jouer dans le développement économique et social du Gabon.

L'autre point intéressant de cet échange est la disponibilité de la BAD à accompagner le gouvernement dans les investissements de transformation urbaine, a annoncé M. N'Guessan. Se projetant sur "le développement des grands pôles urbains, avec leur connexion à travers des routes modernes".

Mines : vers un partenariat stratégique Gabon-UE

G.R.M

Libreville/Gabon

EN réunissant plusieurs acteurs et partenaires dans un atelier, mercredi dernier à Libreville, le ministère des Mines avait un objectif à atteindre. Une visée fondamentale à tous points de vue, d'autant que la rencontre a permis une réflexion approfondie du contexte environnemental, social et du cadre de gouvernance des projets miniers et de recyclage des minerais critiques.

La rencontre de la capitale gabonaise est la cinquième étape des ateliers de réflexion et d'échanges intervenant dans le cadre du projet "AfricaMaVal". Il s'agit d'une initiative triennale financée par l'Union européenne (UE), en vue de sécuriser l'accès aux matières premières représentant un enjeu critique pour l'ambition européenne de délivrer le "Green deal" et d'opérer la transition énergétique et numérique. Au cours de cet atelier, il est ressorti que la demande future des matières premières critiques continuera largement d'être satisfaite.



Photo: DR

Le ministre des Mines, Elvis Ossindji, va conduire les discussions avec l'Union européenne.

Ce, avec l'UE qui doit diversifier sa chaîne d'approvisionnement et nouer des partenariats stratégiques avec les pays (notamment africains) très riches en ressources couvrant l'extraction, la transformation et le raffinage. À l'évidence, le projet "AfricaMaVal" vise à développer un partenariat entre l'Afrique et l'Union européenne qui assurerait au Vieux continent un approvisionnement responsable en ressources minérales pour son industrie. Tout en garantissant un développement local durable dans les meilleures conditions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) conduisant à un écosystème commercial durable à long terme,

pour les entreprises africaines et européennes. C'est pourquoi le présent atelier s'est appesanti sur la situation environnementale, sociale et de gouvernance pour la chaîne de valeur des matières premières avec les parties prenantes impliquées dans le secteur minier au Gabon. Tout comme, il a permis d'identifier et d'analyser les principales forces, faiblesses et lacunes des lois, politiques et réglementations actuelles de notre pays, avec un alignement particulier sur l'ESG. Bien entendu, des recommandations ont été faites pour un rapport sur les régimes miniers au Gabon, en ce qui concerne les objectifs ESG.